



CLASSIQUES
GARNIER

Édition de PRUDHOMME (Florence), « Historique », *Rwanda, un deuil impossible. Effacement et traces*, MWICIRA-MITALI (Dady de Maximo), p. 159-163

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-11380-5.p.0159](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-11380-5.p.0159)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2021. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

HISTORIQUE¹

1885	Partage de l'Afrique entre puissances européennes. Attribution du Rwanda à l'Empire allemand.
1900	Fondation de la première mission catholique par les Pères Blancs à Save, dans le sud du pays.
1918	Le Rwanda passe sous occupation belge, mandat accordé par la Société des Nations (SDN).
1930-1932	Commencement d'une politique d'épuration et de remodelage des pouvoirs coutumiers. Le <i>Mwami</i> est déposé car opposé à l'Église et remplacé par son fils Mutara III Rudahigwa, converti au catholicisme.
1931	Introduction de la carte d'identité mentionnant l'ethnie.
1946	Passage du Ruanda-Urundi sous le statut de la tutelle belge au nom de l'ONU.
1954	Kayibanda Grégoire, ancien séminariste, est nommé rédacteur en chef du Journal <i>Kinyamateka</i> , édité par les Pères Blancs. Le roi Mutara III affirme ses orientations nationalistes, en même temps que la revendication d'indépendance du pays.
1955	Mgr Perraudin, Père Blanc suisse, est nommé vicaire apostolique de Kabgayi puis archevêque de Kigali, avec Kayibanda Grégoire comme secrétaire particulier.
1957	Publication du <i>Manifeste des Bahutu</i> avec l'aide de missionnaires catholiques. Le Tutsi y est désigné comme une race étrangère. Aide des Pères Blancs et du Mouvement ouvrier chrétien belge à la « révolution hutu ».
1959	Kayibanda fonde le Parmehutu, parti du mouvement de l'émancipation hutu.
25 juillet	Mort suspecte du roi à Bujumbura.
28 juillet	Intronisation de Kigeli V, dernier roi du Rwanda.

1 Source : Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR).

- La Toussaint
rwandaise**
- Premiers massacres de Tutsi (vingt mille morts); leurs biens sont pillés, leurs maisons brûlées. Exil vers les pays limitrophes. Regroupement des rescapés dans des camps dans le sud-est du pays.
- 1961 Début de la « Révolution sociale », lancée, appuyée et supervisée par l'Église, l'armée et l'administration coloniale. 28 janvier, coup d'État. Proclamation de la République par Kayibanda. Élections et victoire du Parmehutu. Nouvelle flambée de violence anti-Tutsi, massacre et exode de milliers de Tutsi.
- 1962 1^{er} juillet, indépendance de la République rwandaise. Premiers raids de réfugiés Tutsi entraînant des représailles massives sur la population civile tutsi : des milliers de morts en présence de l'armée coloniale belge. L'appartenance ethnique devient un élément déterminant de la vie sociale : accès à l'emploi, à l'éducation, aux postes administratifs.
- 1963 Orchestration du « petit génocide » de Gikongoro par Kayibanda. Assassinat de 10 % à 20 % de la population tutsi en préfecture de Gikongoro. Fuite de deux cent mille Tutsi vers l'Ouganda, le Zaïre, le Burundi. « Massacre le plus horrible et le plus systématique depuis l'extermination des Juifs par les Nazis », déclarera en 1964 Bertrand Russell.
- 1965 Élection de Kayibanda qui revendique 98 % des suffrages. Monopolisation du pouvoir par le Parmehutu. Armée et police sont réservées exclusivement aux Hutu, particulièrement à ceux du sud du pays. Présence dans l'armée de nombreux Hutu du Nord cependant.
- 1973 Février, nouvelle vague de persécutions anti-Tutsi : pogroms sanglants, expulsion des Tutsi de l'administration, de l'éducation. Épuration ethnique des élèves du secondaire et des étudiants de l'Université.
- 1974 Juillet : Coup d'État militaire d'un Hutu du Nord, Habyarimana Juvénal. Assassinat de plus de cinquante membres de l'administration et du gouvernement.
- Mort de Kayibanda. Habyarimana reprend à son compte la politique ethnique de son prédécesseur, mais en favorisant cette fois les Hutu du Nord.

- 1975 Le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND), parti unique, est fondé.
- 1976 Mgr Nsengiyumva Vincent, archevêque de Kigali, entre au comité central du MRND.
- 1979 Création au Kenya de la RANU (Rwandese National Union), qui deviendra le Front patriotique rwandais (FPR) en 1987.
- 1981 Engagement de nombreux jeunes réfugiés Tutsi dans la rébellion de Museveni en Ouganda.
- 1982 Jean-Christophe Mitterrand est nommé à la Cellule franco-africaine de l'Élysée qu'il dirigera jusqu'en 1992. Le président rwandais refoule quatre-vingt mille Tutsi expulsés d'Ouganda par Milton Obote. Forte mortalité dans les rangs de ces réfugiés affamés.
- 1983 Habyarimana est réélu avec 99,8 % des voix. Refus d'accueillir les réfugiés tutsi. Naissance d'une opposition démocratique forte. Amplification de la crise : multiplication des arrestations d'opposants Hutu du Sud.
- 1990 1^{er} octobre, attaque du FPR depuis l'Ouganda.
- 4 octobre Intervention française (opération Noroît) sur décision de François Mitterrand.
- Nuit du 4 au 5 octobre Simulation d'une attaque sur Kigali avec le concours des militaires français. Le jour-même, Habyarimana explique dans un discours que l'ennemi a attaqué la capitale. État de siège, couvre-feu intégral, appel à la vigilance et à la délation. Arrestation de dix mille Tutsi et d'opposants politiques hutu.
- 8 octobre Massacre de Tutsi, un millier de victimes. D'autres massacres se poursuivront au cours des jours suivants.
- Fin octobre Appui des troupes françaises repoussant le FPR en Ouganda. Début de la guérilla. Retrait de la Belgique du Rwanda en dénonciation des crimes du régime Habyarimana. Seules restent les troupes françaises.
- Décembre Diffusion du texte raciste dit des *Dix commandements du Hutu* dans la revue *Kangura*.
- 1991-1992 Reconnaissance du multipartisme, manifestations populaires contre le gouvernement. Cessez-le-feu.
- Mai 1992 Création des milices *Interahamwe*.

- Juillet 1992** Déplacement de trois cent mille personnes en raison des combats dans le Nord.
- Fin août 1992** Massacre de Tutsi dans la région de Kibuye (ouest du pays).
- Novembre 1992** Habyarimana parle des accords d'Arusha comme d'un « chiffon de papier ». Mugesera Léon, membre du MRND, prône la liquidation des Tutsi.
- 1993** Nouvelle offensive du FPR arrêtée aux portes de Kigali grâce à l'appui français. Deux compagnies françaises sont envoyées au Rwanda. Massacre de Tutsi dans le nord du pays.
- 28 février 1993** Habyarimana appelle la population à la « défense civile du pays ».
- 4 août 1993** Signature des accords d'Arusha : mise en place d'un état de droit sous la responsabilité d'un gouvernement de transition à base élargie ; retour des réfugiés rwandais ; constitution d'une armée nationale de transition intégrant FAR et APR.
Début des émissions racistes à la Radio-télévision libre des mille collines (RTLm).
- Décembre 1993** Retrait des troupes françaises. Mise en place de la MINUAR. Le 27 décembre, la MINUAR compte mille deux cent soixante hommes.
- 1994** Blocage des accords d'Arusha : la faction présidentielle extrémiste refuse de mettre en place un gouvernement de transition élargi au FPR.
- Mars 1994** La MINUAR compte deux mille cinq cent huit hommes.
- 4 avril 1994** Le colonel Bagosora déclare que les accords d'Arusha « n'offrent aucune garantie » et parle « d'exterminer tous les Tutsi ».
- 6 avril 1994** L'avion ramenant d'Arusha le président Habyarimana et le président du Burundi est abattu à Kigali. Les tueries commencent aussitôt.
- 9 avril 1994** Opération Amaryllis : la France envoie des troupes à Kigali, ainsi que la Belgique, pour évacuer les expatriés. Exfiltration de Madame Habyarimana et des membres de sa famille.
Le gouvernement intérimaire se constitue à l'ambassade de France et au ministère de la Défense sous la houlette de l'ambassadeur de France et du colonel Bagosora.

- 21 avril 1994** Le Conseil de sécurité vote la réduction de la force de la MINUAR à quatre cent cinquante hommes. Le génocide peut se poursuivre.
- Fin juin 1994** Opération Turquoise. La France prend le contrôle d'une partie du territoire rwandais sous prétexte de sauver les Tutsi. Cette opération permettra en fait d'exfiltrer nombre de génocidaires qui pourront s'enfuir par le Zaïre. Afflux de deux millions de Hutu au Zaïre.
- 28 juin 1994** Le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, René Degni-Ségui, établit dans son rapport d'enquête au Rwanda que les massacres ont été planifiés. Il conclut que les massacres des Tutsi sont un génocide.
- 4 juillet** Le FPR remporte la bataille de Kigali.
- 19 juillet** Mise en place d'un gouvernement d'Union nationale.
- 4 octobre** La commission d'experts formée par la résolution 935 du 1^{er} juillet 1994 du Conseil de sécurité conclut, à l'instar de Degni-Ségui, qu'il y a eu génocide des Tutsi.
- 8 novembre 1994** Adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 955 instituant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) pour juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'états voisins, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994.